



LA FEDERATION COMMUNIQUE

PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

POUR UN SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION

Macron ne regarde pas à la dépense quand il verse 200 milliards par an d'aides publiques en tout genre, pris sur nos impôts pour arroser sans condition le patronat. Par contre, quand il s'agit d'assurer aux plus modestes, le plus élémentaire des droits, celui de se nourrir tous les jours, il est plutôt chiche. 60 millions, tel est le budget prévu pour son plan de lutte contre la précarité alimentaire qui, selon les statistiques officielles concernerait 4 millions de personnes, soit 15 euros par an et par personne !

Son bilan est un échec sur toute la ligne. Depuis son intronisation, la misère s'étend et s'approfondit. Il n'y a rien à attendre de ses orientations démagogiques. 28 % de la population, soit plus d'une personne sur quatre saute régulièrement un repas, 4 à 8 millions de personnes (selon diverses sources) font appel aux banques alimentaires, chiffre que l'on sait largement sous-estimé... Déjà en 2015, le Crédoc estimait à plus de 30 % la part des personnes en insécurité alimentaire quantitative ou qualitative. La situation s'est sans aucun doute dégradée depuis, avec une inflation alimentaire qui frôle les 20 % et une baisse de la consommation alimentaire de plus de 11 % en volume.

Le « fonds pour une aide alimentaire durable » lancé par Macron se résume à une aumône. Lui et sa coterie s'en satisfont à bon compte. Ils balayent d'un revers de main un droit vital, celui de l'accès de toutes et tous à une alimentation saine et équilibrée. Certes, les solutions d'urgence sont indispensables, mais largement plus massives. Refonder une politique alimentaire et nutritionnelle nationale tournant le dos à la recherche de la rentabilité financière devient une exigence. Ce droit vital à l'alimentation exige que celle-ci soit reconnue bien public dont le soubassement doit être une agriculture productive, sauvegardant l'environnement et les ressources naturelles. Un service public de l'alimentation, vecteur d'une politique alimentaire et nutritionnelle nationale, financé sur les profits des groupes agroalimentaires et des banques, dont le Crédit Agricole, les marges des agrobusinessmen, les rentes des propriétaires fonciers, se pose avec de plus en plus de force.

Des expériences diverses se mènent dans des municipalités, des collectivités territoriales et par des collectifs citoyens. Toutes ces expériences montrent que des solutions concrètes émergent localement, faisant parfois appel à des régies agricoles. Elles sont loin des chimères, des mesurette à la Macron, des discours démagogiques qui laissent le capital faire sa pelote. Notre fédération est disponible pour construire, avec des structures de salariés, de paysans, de citoyens, de scientifiques, caritatives, d'élus et de responsables politiques, ... de véritables perspectives populaires et démocratiques.

Montreuil,
Le 1^{er} septembre 2023